

DU GAZ À GAZA

René Berthier
4 janvier 2024

L'existence de gaz au large de la bande de Gaza n'est pas un fait récent puisque dès 1999 des champs gaziers dénommés Marine 1 et Marine 2 ont été identifiés, avec des réserves estimées à 35 milliards de mètres cubes assurant douze années de production à raison de 1,5 milliard de mètres cubes par an. Ce champ, qui se trouve à 36 kilomètres à l'ouest de Gaza, a d'abord été développé, à la demande de l'Autorité palestinienne, par British Gas en 2000 mais cette société s'est rapidement retirée du contrat. Royal Dutch Shell a repris le projet en 2016 mais s'est à son tour retirée en 2018. Depuis, les Palestiniens sont à la recherche d'investisseurs. Le caractère peu sécurisant des relations entre l'autorité palestinienne et les autorités israéliennes, pour qui le projet doit être soumis à la « coordination entre les services de sécurité » et la nécessité de « maintenir la sécurité et les intérêts de l'État d'Israël sur l'affaire »¹ (lire : le contrôle d'Israël sur la production), n'incite sans doute pas les investisseurs à se précipiter.

En fait, Israël entend se poser comme interlocuteur incontournable dans un éventuel projet de corridor gazier reliant l'Inde et l'Union européenne en passant par les monarchies du Golfe : c'est en tout cas ce que Netanyahu déclara à la 78^e session de l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2023, lors de laquelle il situa clairement le projet dans le cadre des « accords d'Abraham » qui doivent normaliser les relations entre Israël et les États arabes². Il déclara ainsi que ces accords « annonçaient l'aube d'une nouvelle ère de paix, mais je crois que nous sommes à l'aube d'une percée encore plus spectaculaire, une paix historique entre Israël et l'Arabie saoudite ». S'il évoqua bien « la perspective d'une paix avec les Palestiniens », il ne dit pas un mot sur la question territoriale, pourtant essentielle.

On voit que la Palestine ne figure pas sur la carte du « Nouveau Moyen Orient » que Netanyahu brandit à New York, qui englobe, outre Israël, la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Soudan.

1 <https://www.gov.il/en/departments/news/spoke-gas180623>, site du bureau de Premier ministre israélien.

2 <https://www.youtube.com/watch?v=Atag74u01AM>



Le projet de Netanyahu ressemble étrangement à celui que Shimon Pérès avait exposé au journal *L'Expansion*, en 1991³ : il se déclarait prêt, dans un premier temps, à « geler la création et le développement des implantations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ». En échange, il se déclarait persuadé que « les pays arabes accepteraient de mettre fin au boycottage économique contre notre pays ». Ensuite, il faudrait aborder les problèmes communs : l'eau, la pollution, le développement des transports terrestres. « Pourquoi, ajoute Pérès, ne pas jeter ensuite les bases d'une vie économique en commun ? » Cette vie commune « passe par la création d'un marché commun. Il nous faut suivre l'exemple de la CEE : créer graduellement un marché commun entre les pays, réduire les protections douanières, disperser les nuages de guerre et surtout, créer un sentiment général de sécurité pour les investisseurs locaux et étrangers ».

Une répartition des rôles dans ce nouveau Proche-Orient façon Pérès était proposée : « Avec le pétrole saoudien, la main-d'œuvre égyptienne, l'eau turque et les cerveaux israéliens, le Moyen-Orient devrait décoller. » On ignore quel rôle Pérès attribuait aux Palestiniens car il n'en parlait pas.

Pérès en 1991, Netanyahu aujourd'hui, pensent pouvoir évacuer la question palestinienne, éminemment *politique*, dans de vastes projets *économiques* en occultant la question *territoriale* : le problème est que les Palestiniens ne l'entendent pas ainsi.

Rappelons que le projet de « Nouveau Moyen Orient », qui marginalise le Hamas, fut présenté par Netanyahu aux Nations Unies le 22 *septembre* 2023, environ deux semaines avant l'attaque du 8 octobre. Or si le projet israélien visait à « calmer la situation politique à Gaza entre les factions belligérantes (Hamas contre Jihad islamique à Gaza) »⁴, il était précisé que « seule l'Autorité palestinienne de Cisjordanie recevra les revenus du gaz ».

Le Hamas recevrait quelques miettes de cette manne, « avec l'approbation d'Israël » comme « récompense pour avoir aidé à s'opposer aux militants du Jihad islamique lors de la dernière vague de violences à Gaza en mai 2023 »⁵.

Le journal *alarab* du 24 juin 2023 nous dit que « le Hamas voit dans le gaz une opportunité inestimable de soutenir son pouvoir dans la bande de

³ 31 octobre-13 novembre 1991.

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=Atag74u01AM>

⁵ *Ibid.*

Gaza, même si c'était en échange d'une trêve à long terme avec Israël. »⁶ Il est vrai que vu sous cet angle, cela ne peut convenir aux autorités israéliennes dans la mesure où le Hamas serait renforcé, mais la question reste de savoir si la perspective d'une trêve à long terme entre les deux parties pourrait constituer une contrepartie acceptable. Cette perspective ne saurait convenir aux autorités israéliennes dans la mesure où le conflit permanent est un des fondements du système ; dans les années 70, un auteur israélien, Marc Hillel, écrivait que Israël était en « *danger de paix* », signifiant par là que la paix avec les Arabes était plus dangereuse pour la cohésion de l'État juif que la poursuite indéfinie de l'état de guerre et le maintien d'une mentalité d'assiégés dans la population.

Alain Dieckhoff dit la même chose en 1996 : « Depuis le plan de partage de 1947 et la création de l'État d'Israël, en 1948, la société israélienne avait trouvé sa cohésion face à la menace extérieure. » Mais on pourrait dire la même chose des États arabes. On peut imaginer les effets pervers que peut provoquer une période ininterrompue de cinquante ans de menace extérieure sur une population. Grâce aux « nouveaux historiens » israéliens, on sait aujourd'hui qu'Israël, dans les premières années de la fondation de l'État, avait refusé à plusieurs reprises des ouvertures venant des pays arabes : la priorité était à l'annexion de territoires expurgés de leurs habitants arabes. Shamir avait déclaré un jour qu'entre Yasser Arafat et Fayçal Hussein, le plus dangereux était le second. Arafat représentait aux yeux de l'opinion publique israélienne le terroriste intransigeant œuvrant de l'étranger à la destruction d'Israël, tandis que Hussein était le bourgeois palestinien modéré de Jérusalem prêt à négocier – perspective inacceptable.

On imagine à quel point les contradictions internes de la société israélienne ont dû être contenues, réprimées par le sentiment de menace extérieure permanente. La perspective d'une paix avec les voisins arabes peut créer une sensation de vide, de panique, malgré le désir sincère de paix. Mais surtout, les couches dominantes de la société israélienne peuvent craindre une brusque libération des contradictions, jusque-là contenues : « Un processus qui conduirait à la paix ferait apparaître les contradictions internes de cette société », dit encore Alain Dieckhoff⁷ — contradictions qui sont contenues par le besoin de faire corps autour du pouvoir, face au danger extérieur.

Le même phénomène se passait d'ailleurs dans les pays arabes dont les élites craignaient l'irruption des masses dans la vie politique et économique qui aurait conduit, selon le cas, à une réforme agraire ou à une remise en cause de la distribution de la rente pétrolière. Israël rendait un fier service à ces élites en se présentant comme un ennemi commun à tous les Arabes. Pour cacher leur impuissance, ces élites arabes se livrèrent même contre Israël à des surenchères nationalistes délirantes qui avaient pour but de masquer les vrais problèmes, les revendications sociales et la lutte des classes dans les pays arabes eux-mêmes. La lutte contre Israël renforça des dictatures militaires dont la seule efficacité militaire était le combat contre leurs propres populations. Il faut ajouter que l'état de guerre permanent permit également d'occulter efficacement les antagonismes sociaux en Israël-même.

Certains commentateurs ont présenté comme paradoxale l'intensité

6 https://alarab.co.uk/sites/default/files/2023-06/01_21.pdf

7 *Israéliens et Palestiniens, l'épreuve de la paix*, Aubier.

meurtrière de l'attaque terroriste du 8 octobre et le fait que le Hamas avait semblé dans la période précédente vouloir se présenter comme une organisation assagie. C'était oublier que si le Hamas avait voulu montrer qu'il prenait ses distances avec le Jihad islamique, c'était pour se présenter face à Israël comme une alternative à l'Autorité palestinienne rongée par la corruption. Aussi la branche politique du Hamas tenta-t-elle de trouver un accord avec Israël, sans tenir compte que Netanyahu préfère avoir affaire à une Autorité palestinienne corrompue plutôt qu'à une organisation islamiste structurée.

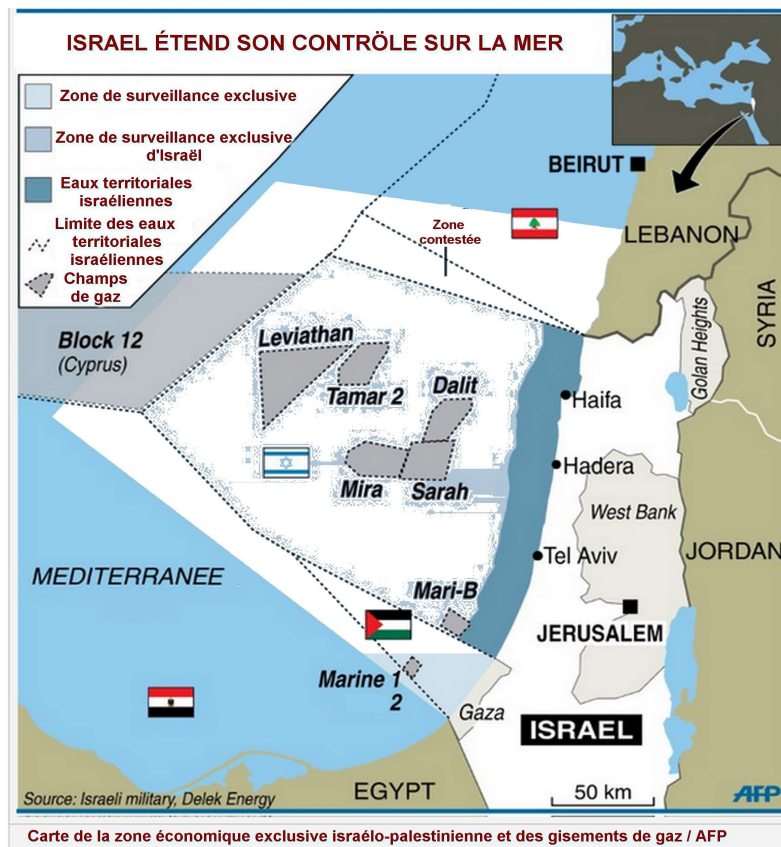
Dans *The New Arab* du 20 juin 2023 on peut lire sous la plume de Sally Ibrahim que le Hamas « permettrait en principe à l'Autorité palestinienne dirigée par le Fatah de développer le champ de gaz naturel au large de l'enclave côtière après la conclusion d'accords négociés par les États-Unis et impliquant Israël, l'Égypte et des sociétés partenaires qui superviseraient l'exploration et l'extraction du gaz, ce qui laisse présager une percée dans des négociations complexes et parfois secrètes. En échange, le Hamas recevrait une part des revenus, mais on ne sait pas exactement quelles garanties Israël exige, ce qui pourrait compliquer un accord. »⁸ On sait cependant que l'une des exigences israéliennes depuis 2014 est que lui soit remis les corps des soldats Oron Shaul et Hadar Goldin et le retour des otages souffrant de troubles mentaux Avera Mengistu et Hisham al-Sayed. A cela le Hamas répond qu'Israël détient plus de 4000 prisonniers dont 1800 mineurs. Israël exigerait également que l'argent du gaz ne servent pas à financer des opérations armées.

Cette hypothèse formulée par *The New Arab* est plutôt optimiste car la tendance auprès du Hamas semblait de considérer, selon l'analyste Ibrahim Al-Madhou, qu'« Israël a l'intention de voler le gaz palestinien » : le Hamas se prépare à « mener la bataille du gaz et l'a déclenchée par un mouvement diplomatique régional n'excluant pas une confrontation militaire pour empêcher le vol de gaz »⁹.

Lorsqu'on regarde la carte des champs de gaz offshore, on s'aperçoit que la zone de prospection qui correspond à la bande de Gaza — Marine 1 et Marine 2 —, représente une portion infime des zones qui se trouvent au large du territoire israélien lui-même. En d'autres termes les autorités israéliennes ont fait montre d'une activité incroyable pour empêcher la bande de Gaza et par extension le Hamas, de bénéficier d'une part de manne gazière infinitésimale par rapport à celle que revendique Israël. Mais cette part infinitésimale aurait suffi pour fournir aux Gazaouis de l'énergie pour une quinzaine d'années.

8 « Exclusive, Hamas 'to allow' development of Gaza Marine natural gas, amid US-brokered negotiations between PA, Egypt and Israel, 20 juin 2023.

9 <https://www.yenisafak.com/ar/world/4034720>. *Yeni Şafak* est un quotidien turc de tendance conservatrice et islamiste.



Un communiqué publié par le Cercle d'études libertaires–Gaston-Leval dénonçant l'« épouvantable boucherie » du 7 octobre suggérait que, passée la période de sidération provoquée par cet événement, « la nécessaire analyse de la chaîne d'événements qui ont conduit à ce massacre ne devra pas être éludée, le moment venu ».¹⁰ Le communiqué ajoutait de manière (à peine) prémonitoire que « demain, c'est la population palestinienne qui subira les représailles de l'État d'Israël ». Il n'est pas invraisemblable de penser que la manière dont le projet israélien de « Nouveau Moyen Orient » et la manière dont le gouvernement de Netanyahu et le Hamas ont abordé la question s'intègrent dans cette « chaîne d'événements ».

¹⁰ Communiqué du Cercle d'Études libertaires – Gaston-Leval, 8 octobre 2023, <http://monde-nouveau.net/spip.php?article955>